



## Palestine : le Parlement suisse prend la bonne décision politique et morale

### Résumé

- La représentation populaire du Parlement suisse (Conseil national) a rejeté cette semaine une proposition visant à reconnaître l'Etat de Palestine à l'heure actuelle.
- Le rejet a été obtenu par 116 voix contre 66, principalement grâce aux voix de la majorité bourgeoise du Parlement.
- En 2025 déjà, la représentation des cantons (Conseil des Etats) avait clairement rejeté la même intervention par 27 voix contre 17.
- Le gouvernement suisse (Conseil fédéral), qui est responsable de la reconnaissance par l'Etat, s'y oppose également à ce stade.
- Le rejet est matériellement correct. En effet, la Cisjordanie et Gaza ne remplissent pas les conditions d'un Etat. Politiquement, reconnaître aujourd'hui l'Etat de Palestine reviendrait à récompenser le Hamas pour le massacre du 7 octobre 2023.
- Pour les mêmes raisons, plusieurs autres pays d'Europe centrale ainsi que les Etats-Unis, entre autres, s'opposent à la reconnaissance de la Palestine à l'heure actuelle.

Par Sacha Wigdorovits

En 1988, à l'époque du bloc de l'Est dominé par l'[Union soviétique antisioniste](#), la Pologne, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie ont reconnu la Palestine en tant qu'Etat. Au cours de la récente guerre de Gaza, de nombreux autres pays se sont joints à eux pour protester contre la conduite de la guerre par Israël, qu'ils jugent inacceptable. Parmi les grands pays européens, on trouve l'Espagne, la France et le Royaume-Uni. Au total, 157 des 193 pays membres de l'ONU reconnaissent aujourd'hui la Palestine.

Mais d'autres pays européens, asiatiques et américains importants ne sont pas



## Palestine : le Parlement suisse prend la bonne décision politique et morale

encore prêts à reconnaître la Palestine en tant qu'État. Il s'agit notamment de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Autriche, des Pays-Bas, du Danemark, de la Finlande, de la Grèce, des États-Unis et du Japon.

L'année dernière, le Conseil des Etats et maintenant le Conseil national ont dû se pencher sur la reconnaissance de l'Etat de Palestine par la Suisse en raison d'une initiative cantonale du canton de Genève. Genève avait demandé cette reconnaissance. Tout comme le gouvernement national, qui s'oppose à la reconnaissance actuelle de la Palestine, le canton romand n'a pas trouvé d'écho favorable au Parlement : les deux chambres ont rejeté la demande à une nette majorité. Le résultat a été de 27 contre 17 au Conseil des Etats et de 116 contre 66 au Conseil national.

Une entité dysfonctionnelle - un mauvais signal pour le Hamas

Au Conseil national, Erich Vontobel (UDF Zurich) en a donné les principales raisons :

- Il existe de sérieux doutes en droit international. En effet, la reconnaissance d'un État présuppose l'existence d'un territoire, d'un peuple et d'un pouvoir d'État opérationnel. Ces conditions ne sont pas remplies dans le cas de la Palestine.
- Une reconnaissance de la Palestine par l'Etat dans la situation actuelle enverrait un signal problématique. La bande de Gaza reste sous le contrôle du Hamas, qui s'oppose au processus de paix, cherche ouvertement à détruire Israël et est considéré comme une organisation terroriste par la Suisse.

Les deux arguments sont corrects. Ni la Cisjordanie, contrôlée par l'OLP par l'intermédiaire de l'Autorité palestinienne (AP), ni la bande de Gaza, toujours contrôlée par le Hamas, ne remplissent, même de loin, les conditions d'un État. Les deux territoires sont dirigés par des autorités qui n'ont aucune légitimité démocratique et qui sont corrompues (en particulier l'Autorité palestinienne en Cisjordanie).



## Palestine : le Parlement suisse prend la bonne décision politique et morale

Dans la bande de Gaza (Hamass), il n'existe aucune volonté de reconnaître le droit à l'existence du voisin israélien, mais on cherche au contraire à le détruire par tous les moyens. En Cisjordanie également, de tels fantasmes d'extermination existent toujours, même s'ils y sont moins ouvertement exprimés.

A l'instar des gouvernements français et britannique l'année dernière, les partisans de l'initiative cantonale (gauche-verts) au Parlement critiquent la conduite de la guerre par Israël dans la bande de Gaza. En reconnaissant la Palestine, ils veulent donc faire pression sur l'État juif et le punir en quelque sorte.

Cette approche est extrêmement injuste et amoralisée. La guerre à Gaza n'a pas été provoquée par Israël, mais par l'organisation terroriste Hamass, qui a envahi Israël le 7 octobre 2023 et a commis un massacre qui a fait plus de 1 200 victimes, des enfants en bas âge aux personnes âgées.

De plus, c'est le Hamass qui a utilisé la population de Gaza comme bouclier pendant la guerre. Il ne s'est pas contenté d'accepter la mort de nombreux civils. Il l'a sciemment provoquée afin de l'utiliser à des fins de propagande. Ces deux faits sont amplement prouvés par les déclarations des dirigeants du Hamass. Récompenser aujourd'hui ce comportement inhumain par la reconnaissance d'un État serait monstrueux et extrêmement cynique.

De plus, Israël ne se laisse pas impressionner par de telles proclamations politiques, surtout lorsqu'elles proviennent d'Europe. Au contraire, plus Israël est mis au pied du mur et isolé par les Européens, plus il se replie sur lui-même, s'unit et résiste aux tentatives de pression.

Cela ne fait que renforcer l'actuel gouvernement israélien d'extrême droite et rend ainsi encore plus difficile la résolution de la question palestinienne. Même un gouvernement de centre-droit, qui a de bonnes chances d'arriver au pouvoir lors des élections d'octobre, ne se laisserait pas impressionner par la pression (unilatérale) de l'Europe.

Le seul pays qui peut faire pression sur Israël sur le plan politique, ce sont les États-Unis - et ils s'opposent à la reconnaissance de la Palestine si elle n'est pas liée à un accord de paix qui garantit le droit d'Israël à exister. Lors du débat parlementaire actuel, le ministre suisse des Affaires étrangères, le conseiller fédéral Ignazio Cassis, a avancé exactement les mêmes arguments. Il s'est donc à nouveau opposé, au nom du gouvernement national, à la reconnaissance unilatérale actuelle



## Palestine : le Parlement suisse prend la bonne décision politique et morale

de la Palestine en tant qu'État.

Référendum probable en 2027 - rejet également

Le rejet par le Conseil national ne devrait pas mettre un terme à la question de savoir si la Suisse doit reconnaître la Palestine en tant qu'État. En effet, une initiative populaire de la gauche et des Verts est toujours en suspens et demande que cette reconnaissance soit inscrite dans la Constitution fédérale. Si elle obtient les 100 000 signatures nécessaires, elle devrait être soumise au vote en 2027.

Selon un sondage publié par la NZZ am Sonntag en novembre 2025, cette initiative aurait de bonnes chances d'être acceptée, au moins au niveau populaire. Ainsi, 57% des personnes interrogées se sont prononcées en faveur de la reconnaissance de la Palestine par l'État, 33% s'y sont opposées et 10% étaient indécises. L'initiative populaire a surtout marqué des points chez les femmes et en Suisse romande, ainsi que, bien sûr, chez les Verts de gauche.

Mais en Suisse, seules les initiatives constitutionnelles sont autorisées, et pour être adoptées, elles doivent obtenir non seulement la majorité du peuple, mais aussi celle des cantons. Compte tenu du fait que la majorité des cantons suisses sont bourgeois, l'initiative populaire pour la reconnaissance de la Palestine devrait donc échouer. Les deux décisions négatives du Conseil des Etats et du Conseil national en sont le meilleur indicateur.

---

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.